



**Communauté de communes
Les Vals du Dauphiné
ARRÊTÉ DU PRÉSIDENT
N°ARR-2025-04**

**PORTANT DÉLÉGATION DE SIGNATURE
EN SA QUALITÉ DE DIRECTRICE GÉNÉRALE ADJOINTE
Madame Elodie TACONNET**

Le Président de la Communauté de communes Les Vals du Dauphiné,

VU l'article L5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) par lequel le Président d'un Établissement Public de Coopération Intercommunale peut donner, sous sa surveillance et sa responsabilité, par arrêté, délégation de signature au Directeur Général des Services, au Directeur Général Adjoint des Services, au Directeur Général des Services Techniques, au Directeur des Services Techniques et aux Responsables de Services,

VU l'article L2131-1 du CGCT, disposant que les actes réglementaires et les décisions ne présentant ni un caractère réglementaire, ni un caractère individuel font l'objet d'une publication sous forme électronique, dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat, de nature à garantir leur authenticité et à assurer leur mise à disposition du public de manière permanente et gratuite,

VU l'organigramme en vigueur de la collectivité,

CONSIDÉRANT que, pour la bonne marche des services communautaires, et pour permettre une parfaite continuité du service public et l'exécution de certaines formalités dans les meilleurs délais, il est nécessaire que la signature de certains actes et documents soit assurée par les Directeurs Généraux Adjointes,

ARRÊTE

Article 1 : Le Président donne, sous sa surveillance et sa responsabilité, délégation de signature à Madame Elodie TACONNET, en sa qualité de Directrice Générale Adjointe en charge de la stratégie financière et ingénierie territoriale, et dans les domaines qui lui sont directement rattachés, pour la signature des documents suivants :

- devis et bons de commandes dans la limite de 5 000 € HT,
- lettres de consultation dans la limite de 15 000 € HT,
- autorisations d'absences exceptionnelles des agents communautaires,
- ordres de mission ponctuels des agents communautaires,
- lettres administratives (entre fonctionnaires, d'une administration à une autre) uniquement pour les demandes d'information ou de renseignements n'engageant pas la collectivité,
- lettres-types n'engageant pas la collectivité (réponses à des candidatures, réponses dans le cadre de recrutement, lettres de rappel ou de demande de pièces pour les usagers des services concernés),
- réponses aux demandes d'écrêtements,
- accusés de réception,

- transmission en Sous-préfecture des actes administratifs,
- certificats administratifs, attestations, ou toutes pièces justificatives portant régularisation de dépenses ou de recettes déjà engagées par la collectivité,
- entretiens professionnels des agents sous sa responsabilité,
- tous les actes dont les Responsables de Service rattachés à la Direction Générale Adjointe ont reçu délégation, en cas d'absence de ces derniers,
- tous les actes dont la Directrice Générale des Services ou les Directeurs Généraux Adjointes ont reçu délégation, lorsque le Directeur Général Adjoint assure l'intérim de ces derniers.

Article 2 : La délégation sera exécutoire à compter des formalités de publication et de transmission, et sera notifiée à l'agent concerné.

Article 3 : Les documents visés par le titulaire de la délégation doivent comporter la mention : « *Par délégation du Président* », la signature de son auteur ainsi que la mention, en caractères lisibles, du prénom, du nom et de la qualité de celui-ci.

Article 4 : Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Grenoble dans un délai de 2 mois à compter de sa publication. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" conformément à l'article 414-6 du Code de justice administrative.

Article 5 : La Directrice Générale des Services est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera :

- transmis en Sous-préfecture de La Tour du Pin,
- inscrit au registre des arrêtés et publié sur le site internet de la collectivité,
- notifié à l'intéressée.

Fait à La Tour du Pin
Le 25 mars 2025

- Notifié à l'intéressée,
Le 26.03.2025



Elodie TACONNET

Le Président



Bernard BADIN

Acte rendu exécutoire par :

- dépôt en Sous-Préfecture/télétransmission

le 01/04/2025

- publication et/ou notification

le 03/04/2025



**Communauté de Communes
Les Vals du Dauphiné
ARRÊTÉ DU PRÉSIDENT
N°ARR-2025-05**

PORTANT DÉLÉGATION DE SIGNATURE
EN SA QUALITÉ DE DIRECTRICE FINANCES ET CONTRÔLE DE GESTION
Madame Edwige DURAND

Le Président de la Communauté de communes Les Vals du Dauphiné,

VU l'article L5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) par lequel le Président d'un Établissement Public de Coopération Intercommunale peut donner, sous sa surveillance et sa responsabilité, par arrêté, délégation de signature au Directeur Général des Services, au Directeur Général Adjoint des Services, au Directeur Général des Services Techniques, au Directeur des Services Techniques et aux Responsables de Services,

VU l'article L2131-1 du CGCT, disposant que les actes réglementaires et les décisions ne présentant ni un caractère réglementaire, ni un caractère individuel font l'objet d'une publication sous forme électronique, dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat, de nature à garantir leur authenticité et à assurer leur mise à disposition du public de manière permanente et gratuite,

VU l'arrêté n°ARR-2023-58 du 19 juin 2023 portant délégation de signature à Mme Edwige DURAND,

VU l'organigramme en vigueur de la collectivité,

CONSIDÉRANT que, pour la bonne marche des services communautaires, et pour permettre une parfaite continuité du service public et l'exécution de certaines formalités dans les meilleurs délais, il est nécessaire que la signature de certains actes et documents soient assurés par les Responsables de Services,

ARRETE

Article 1 : Cet arrêté abroge l'arrêté n°ARR-2023-58.

Article 2 : Le Président donne, sous sa surveillance et sa responsabilité, délégation de signature à Madame Edwige DURAND en sa qualité de Directrice du service Finances et contrôle de gestion, et dans les domaines qui lui sont directement rattachés, pour la signature des documents suivants :

- devis et bons de commande dans la limite de 3 000 € HT,
- transmission des actes budgétaires en Sous-préfecture,
- transmission des actes administratifs en Sous-préfecture,
- déclaration dématérialisée de la TVA et déclarations papiers subséquentes,
- ouvertures de comptes clients,
- tous documents liés à la gestion des abonnés et à la facturation du service public de l'eau et de l'assainissement, n'engageant pas la responsabilité de la collectivité (les contrats d'abonnements, informations aux abonnés sur les rejets de prélèvements, informations de radiation de la mensualisation à la suite de rejets, informations aux abonnés lors des contrôles-relèves),

- lettres administratives (entre fonctionnaires, d'une administration à une autre) uniquement pour les demandes d'information ou de renseignements n'engageant pas la collectivité,
- lettres-types n'engageant pas la collectivité (lettres de rappel ou de demande de pièces pour les usagers des services concernés),
- entretiens professionnels des agents sous sa responsabilité.

Article 3 : La délégation sera exécutoire à compter des formalités de publication et de transmission, et sera notifiée à l'agent concerné.

Article 4 : Les documents visés par le titulaire de la délégation doivent comporter la mention : « *par délégation du Président* », la signature de son auteur ainsi que la mention, en caractères lisibles, du prénom, du nom et de la qualité de celui-ci.

Article 5 : Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Grenoble dans un délai de 2 mois à compter de sa publication. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" conformément à l'article 414-6 du Code de justice administrative.

Article 6 : La Directrice Générale des Services est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera :

- transmis en Sous-préfecture de La Tour du Pin,
- inscrit au registre des arrêtés et publié sur le site internet de la collectivité,
- notifié à l'intéressée.

Fait à La Tour du Pin
Le 25 mars 2025

- Notifié à l'intéressée,

Le 26/03/2025

Le Président

The block contains a handwritten signature in black ink, which appears to read 'BADIN'. To the right of the signature is a circular official stamp. The stamp has a blue border with the text 'LES VALS DU DAUPHINÉ' at the top and 'Communauté de communes' at the bottom. In the center of the stamp is a logo depicting a landscape with a mountain, a river, and a sun.

Bernard BADIN

Edwige DURAND

A handwritten signature in black ink, which appears to read 'DURAND'.

Acte rendu exécutoire par :

- dépôt en Sous-Préfecture/télétransmission

le 01/04/2025

- publication

le 03/04/2025



Communauté de communes
Les Vals du Dauphiné
ARRÊTÉ DU PRÉSIDENT
N°ARR-2025-06

PORTANT DÉLÉGATION DE SIGNATURE
EN SA QUALITÉ DE RESPONSABLE DU SERVICE AFFAIRES JURIDIQUES,
MARCHÉS PUBLICS ET CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Monsieur Mehdy BAABAA

Le Président de la Communauté de communes Les Vals du Dauphiné,

VU l'article L5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) par lequel le Président d'un Établissement Public de Coopération Intercommunale peut donner, sous sa surveillance et sa responsabilité, par arrêté, délégation de signature au Directeur Général des Services, au Directeur Général Adjoint des Services, au Directeur Général des Services Techniques, au Directeur des Services Techniques et aux Responsables de Services,

VU l'article L2131-1 du CGCT, disposant que les actes réglementaires et les décisions ne présentant ni un caractère réglementaire, ni un caractère individuel font l'objet d'une publication sous forme électronique, dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat, de nature à garantir leur authenticité et à assurer leur mise à disposition du public de manière permanente et gratuite,

VU l'organigramme en vigueur de la collectivité,

CONSIDÉRANT que, pour la bonne marche des services communautaires, et pour permettre une parfaite continuité du service public et l'exécution de certaines formalités dans les meilleurs délais, il est nécessaire que la signature de certains actes et documents soit assurée par les Responsables de services,

ARRÊTE

Article 1 : Le Président donne, sous sa surveillance et sa responsabilité, délégation de signature à Monsieur Mehdy BAABAA, en sa qualité de Responsable du service Affaires juridiques, marchés publics et conseil communautaire, et dans les domaines qui lui sont directement rattachés, pour la signature des documents suivants :

- devis et bons de commande dans la limite de 3 000 € HT,
- lettres administratives (entre fonctionnaires, d'une administration à une autre) uniquement pour les demandes d'information ou de renseignements n'engageant pas la collectivité,
- lettres-types n'engageant pas la collectivité (lettres de rappel ou de demande de pièces pour les usagers des services concernés),
- entretiens professionnels des agents sous sa responsabilité.

Article 2 : La délégation sera exécutoire à compter des formalités de publication et de transmission, et sera notifiée à l'agent concerné.

Article 3 : Les documents visés par le titulaire de la délégation doivent comporter la mention : « *Par délégation du Président* », la signature de son auteur ainsi que la mention, en caractères lisibles, du prénom, du nom et de la qualité de celui-ci.

Article 4 : Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Grenoble dans un délai de 2 mois à compter de sa publication. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" conformément à l'article 414-6 du Code de justice administrative.

Article 5 : La Directrice Générale des Services est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera :
- transmis en Sous-préfecture de La Tour du Pin,
- inscrit au registre des arrêtés et publié sur le site internet de la collectivité,
- notifié à l'intéressé.

Fait à La Tour du Pin
Le 25 mars 2025

- Notifié à l'intéressé,
Le 26.03.2025

Le Président



Bernard BADIN

Mehdy BAABAA



Acte rendu exécutoire par :

- dépôt en Sous-Préfecture/télétransmission

le 03/04/2025

- publication et/ou notification

le 03/04/2025